

## **Les inconstances de la Turquie**

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

République surveillée par l'armée soucieuse de préserver l'héritage laïque d'Atatürk, la Turquie s'est pliée aux exigences de l'Union européenne à laquelle elle souhaitait adhérer et s'est dotée d'une constitution mettant le gouvernement à l'abri des coups d'État militaires. Puis vint Erdogan.

### **L'agenda non déclaré d'Erdogan**

L'élection majoritaire du parti AKP dirigé par le président Erdogan a joué d'une conjoncture favorable : économie florissante, promesses de démocratie islamique ouverte et modérée. Les prêts à court terme consentis par les États du Golfe ont permis de maintenir pour un temps la croissance économique avant qu'ils ne soient renouvelés par le Qatar en raison de l'affinité turque à la mouvance des Frères musulmans en Syrie et ailleurs.

L'agenda véritable d'Erdogan s'est dévoilé petit à petit : augmentation considérable du nombre de mosquées et d'institutions éducatives religieuses, emprisonnement de journalistes libéraux et visées d'un régime présidentiel commandé par nul autre que lui-même et qui réduirait les prérogatives du parlement turc. Le coup d'État raté du mois de juillet 2016 a également permis à Erdogan de mettre au ban la puissante organisation caritative du Hizmet dont Fethullah Gülen qui réside actuellement à Philadelphie est l'inspirateur. Cela a été aussi l'occasion pour Erdogan de solidifier sa dictature en emprisonnant et en limogeant universitaires, militaires et membres de la magistrature pour les remplacer par des partisans de son choix...

### **La politique extérieure désastreuse**

Sur le plan extérieur, la Turquie qui annonçait tout haut vouloir avoir zéro problème avec ses voisins a obtenu l'effet inverse : les rapports avec la Grèce sur la question cyprite entre autres sont toujours aussi difficiles;

l'amitié déclarée au président Assad s'est muée en animosité ouverte, la Turquie donnant son appui aux opposants du régime syrien ; l'alliance stratégique avec Israël a été abrogée, puis les relations diplomatiques ont été renouées pour des raisons pragmatiques et malgré l'hostilité du président Erdogan, la Turquie voulant avoir accès au gaz israélien en Méditerranée. Le soutien tapageur au président d'Égypte Morsi de la mouvance des Frères musulmans a brouillé la Turquie avec l'Égypte présidée par son successeur Sissi ; les pays du Golfe se sont éloignés de la Turquie car ils lui reprochent son soutien tacite à l'État islamique ; la Russie a coupé les ponts avec la Turquie pour un temps après qu'un avion russe ait été abattu à la frontière syrienne ; les États-Unis se demandent encore quel est le double jeu d'Erdogan : membre de l'OTAN, mais refusant longtemps de laisser les avions américains démarrer de la base turque d'Incirlik pour cibler l'État islamique lequel approvisionne la Turquie en pétrole au rabais. Enfin, l'ensemble des pays arabes qui voyaient en la Turquie le modèle de démocratie islamique à émuler s'en est désenchanté.

Plus que tout, c'est la question kurde qui a constitué l'obsession première d'Erdogan. Avant les élections, il a rompu les négociations avec le parti séparatiste PKK. Le conflit armé a repris de plus belle et la région kurde du Sud-est de la Turquie est devenue une zone dévastée par les combats. Quand la Turquie a décidé d'attaquer l'État islamique, c'est à la résistance kurde du PYD en Syrie qu'ont été concentrées plus de 90% des frappes des bombardiers turcs. La Turquie ne veut pas de continuité territoriale entre les enclaves kurdes du Nord de la Syrie par crainte qu'elles ne se rattachent au Kurdistan irakien autonome et par extension aux Kurdes de l'Est de la Turquie.

### **L'équilibre régional délicat**

Il semblerait que cette incursion turque en Syrie ait eu l'aval des Américains qui ont offert un soutien logistique aux forces turques pour pénétrer dans l'espace séparant les enclaves kurdes de Syrie. Cet appui américain tardif à la demande turque réitérée survient la veille de la venue du chef d'État-major russe en Turquie car l'Amérique ne tient pas à ce que la Turquie passe sous le giron russe ; de son côté, la Turquie a besoin de

l'appui américain pour son armée affaiblie par le coup d'État manqué de juillet.

L'intervention turque en Syrie s'ajoute à celle de la Russie, des commandos américains, et de l'Iran qui a introduit des forces étrangères en Syrie pour appuyer le président Assad : gardiens de la révolution iraniens, Hezbollah libanais, milices chiites et mercenaires d'Irak, d'Afghanistan et du Pakistan. Suite à l'utilisation d'une base d'aviation iranienne par l'armée russe, le bloc sunnite formé par l'Arabie, les émirats du Golfe, l'Égypte, la Jordanie et le Maroc resserrent les rangs et se rapprochent d'Israël. L'Iran a déclaré que cela ne se reproduira plus, car son agenda à long terme diffère de celui de la Russie ; par ailleurs, l'Iran a recours de temps à autre à des manœuvres provocatrices autour de navires américains dans le détroit d'Ormuz. Ce faisant, il rappelle sa capacité de nuisance pour tenter de changer la situation actuelle : il dépend encore beaucoup des technologies occidentales pour développer ses ressources pétrolières et il ne peut davantage transiger en dollars US pour développer son commerce international.

Les Kurdes, ces oubliés de l'Histoire, sont révoltés par les attaques turques, déçus par les Américains dont ils étaient encore hier les meilleurs alliés. Ils continuent à faire le jeu des puissances de la région : les populations arabes ne voient pas d'un bon œil l'aspiration des Kurdes à l'autonomie ou à l'indépendance; l'Iran abrite les militants kurdes du PKK et la Turquie ferme les yeux devant les activités des militants du PJAK, mouvement séparatiste kurde de l'Iran.

Au Moyen-Orient, les amis d'hier peuvent devenir les ennemis de demain et les ennemis d'hier peuvent devenir les alliés de demain.